

## Maroc-France:

# Nouvelles pistes de co-développement

• **L'Afrique «comme horizon commun»**

• **Paris veut accompagner Rabat dans la refonte de son modèle économique**

• **23 conventions et déclarations d'intention signées**

**R**ABAT et Paris veulent passer à une nouvelle phase de partenariat. «Nous avons une volonté commune d'enrichir et de renforcer notre coopération», a souligné le Premier ministre français, Edouard Philippe, à l'issue de la 13e rencontre de haut niveau entre les deux pays. Même son de cloche chez Saâdeddine El Othmani. L'idée est d'exploiter de nouvelles opportunités. Par exemple, l'accent sera mis sur les PME et les TPE, après une

phase où les relations entre les deux pays étaient rythmées par les performances des grands groupes. Globalement, ce sommet bilatéral s'est focalisé sur 5 domaines stratégiques, comme l'a précisé El Othmani.

lèlement, la déclaration finale a précisé les contours des prochaines actions de coopération entre les deux pays. Dans le domaine économique, Paris a annoncé sa disposition à «accompagner le Maroc

### Migration

**L**A lutte contre les flux de migration irrégulière a été au centre des discussions entre les délégations française et marocaine. Au-delà des mesures sécuritaires, les deux pays insistent sur l'importance «d'accorder une attention particulière aux populations les plus fragiles et les plus exposées». Cela devra s'accompagner du renforcement des mesures de contrôle des frontières, de lutte contre les filières en plus de la réadmission des personnes en situation irrégulière. Au moment où la menace terroriste continue de planer sur les Etats de la région, les deux pays veulent donner plus de punch au partenariat sécuritaire. La coopération en matière de lutte anti-terroriste doit rester «forte et importante», selon Edouard Philippe. Sur la question du Sahara, le Premier ministre du gouvernement d'Emmanuel Macron a rappelé que «le Maroc sait pouvoir toujours compter sur la clarté de notre position concernant ce dossier». □

Il s'agit de la jeunesse, l'innovation, la mobilité, l'Afrique et la régionalisation. Au total, 23 conventions et déclarations d'intentions ont été signées lors de cette réunion (voir liste des conventions). Paral-

lèlement, la déclaration finale a précisé les contours des prochaines actions de coopération entre les deux pays. Dans le domaine économique, Paris a annoncé sa disposition à «accompagner le Maroc dans le processus de renouvellement de son modèle de développement». Dans cette refonte du système économique, une action particulière sera accordée aux nouveaux métiers, notamment ceux liés à la R&D. Un appui est prévu pour favoriser l'émergence d'entreprises innovantes, à travers la mobilisation de financements au profit de l'assistance technique pour le Fonds Innov Invest, géré par la Caisse centrale de garantie. Les deux pays ont aussi adopté une feuille de route qui «permettra d'accroître les flux des investissements croisés». Après la LGV et les réseaux de tramway, la déclaration finale de cette réunion de haut niveau a insisté sur la poursuite de la coopération dans le domaine des transports, notamment en s'ouvrant sur de nouvelles filières. Cette rencontre a été marquée par la signature de deux déclarations d'intention dans les domaines maritime et portuaire, qui devront favoriser le développement de l'industrie navale.

La politique africaine du Maroc semble également intéresser Paris. Il s'agit d'une nouvelle piste de coopération, selon les deux chefs de gouvernement. Edouard Philippe a rappelé que les deux pays ont «fait le choix de l'Afrique comme horizon commun». Dans un contexte mondialisé, le continent attire de plus en plus d'investisseurs étrangers. «Notre coopération peut nous accorder un avantage par rapport à la concurrence», a expliqué le Premier ministre français. Un positionnement qui apparaît clairement dans la déclaration finale de cette rencontre. «Les deux pays confirment leur ambition de construire deux économies compétitives et innovantes, engagées dans des relations équilibrées, se projetant de façon coopérative et ambitieuse vers l'Afrique, pour y favoriser une croissance durable». □

M.A.M.



### Conventions signées

- Déclaration d'intention relative à la coopération dans le domaine de la réforme de l'administration.
- Déclaration d'intention en matière de coopération décentralisée
- Déclaration d'intention relative à la coopération dans le domaine portuaire et maritime
- Déclaration d'intention relative à la coopération dans le domaine des infrastructures portuaires et de l'industrie navale
- Déclaration d'intention relative à la coopération dans le domaine du numérique
- Lettre d'entente relative à l'appui de l'AFD à la politique nationale pour l'emploi
- Accord cadre en matière de coopération éducative
- Mémoire d'entente sur l'enseignement de la langue arabe, de l'histoire et de la culture du Maroc dans les établissements français au Maroc
- Arrangement de coopération relatif à la coopération en matière de jeunesse
- Lettre d'entente relative à l'appui de l'AFD à la promotion de l'accès à l'eau potable des populations du Nord
- Protocole d'accord CDG-AFD sur le renforcement de leur partenariat stratégique au Maroc et à l'international
- Protocole d'accord financier (Prêt de 150 millions d'euros) entre l'AFD et le Masen portant sur l'énergie solaire
- Convention préalable entre la Fondation des musées du Maroc et le centre Georges Pompidou à l'exposition en 2018 au MM6 des chefs-d'œuvre des collections de Beaubourg sur la Méditerranée
- Déclaration d'intention dans le domaine du sport
- Accord sur la création du 9e Campus arts et métiers au Maroc
- Lettre d'intention sur la promotion à l'étranger des co-localisations universitaires
- Feuille de route dans le domaine du tourisme 2017-2020
- Accord cadre relatif au développement de la plateforme Maroc université numérique
- Mémoire d'entente entre BPI-France et CCG
- Convention de subvention (500.000 euros) à Casa-Transports, associée à un prêt, déjà signé, de 30 millions d'euros
- Convention de subvention de 400.000 euros et convention de prêt de 40 millions d'euros à la société de transport Rabat Salé
- Protocole d'accord relatif à la formation des conservateurs et restaurateurs du patrimoine
- Déclaration d'intention sur la coopération entre le Centre national cinématographique France et le Centre cinématographique marocain. □

## EVÈNEMENT

# Maroc-France: Après les grands

• Prochaine étape: Sortir des sentiers battus et des zones de confort

• TPE, PME, entreprises de taille intermédiaire, start-up...  
Les nouveaux moteurs

• Afrique: «Attention, il ne faut pas se marcher sur les pieds»

**C'**EST une convergence de vues qui a marqué le démarrage du Forum économique Maroc-France, jeudi 16 novembre à Skhirat. L'événement a fait salle comble avec plus de 400 chefs d'entreprises français et marocains, des patrons du Medef, de la CGEM, des membres du Club des chefs d'entreprises France-Maroc, des représentants du CAC 40, des



*Miriam Bensalah Chaqroun, présidente de la CGEM, et le Premier ministre français, Edouard Philippe, lors du Forum économique Maroc-France (Ph. Bziouat)*

ministres... La thématique a été très inspirante cette année. «Bâtir des ponts pour la croissance et l'emploi», le thème retenu colle aux nouveaux enjeux des deux pays. Il a permis aussi bien aux patrons des patrons respectifs (Medef et CGEM) qu'aux deux Chefs de Gouvernement, Edouard Philippe et Saadeddine El Othmani, de revenir sur les acquis des liens historiques, culturels, diplomatiques et économiques forts. Près de 900 filiales de groupes et entreprises françaises opèrent au Maroc employant 100.000 personnes, 1,5 million de

Marocains vivent en France (2e communauté dans l'Hexagone), 2 millions de touristes français visitent le Maroc, 80.000 Français résident au Maroc (1re communauté étrangère)... Le Royaume est le 1er partenaire commercial de la France en Afrique. Pour sa part, l'Hexagone est le 1er investisseur direct au Maroc depuis 15 ans. En 2016, 6 projets marocains ont réalisé des entreprises dans l'Hexagone avec la création de plusieurs centaines d'emplois de l'autre rive de la Méditerranée. «Renault, PSA, Alstom, LGV, Safran, Suez, Latécoère, Faurecia... Les références de grands groupes français sont solides et crédibles dans des secteurs stratégiques. Ce qui se traduit déjà en termes d'intégration locale du made in Maroc», fait valoir Miriem Bensalah Chaqroun, présidente de la CGEM. Ceci étant, il va falloir «faire mieux et plus», insiste la patronne des patrons. En clair, même si l'on a atteint la vitesse de croisière dans certains secteurs (automobile,

# groupes, place aux PME!

aéronautique...), les défis sont encore multiples. Les deux pays doivent relever le challenge. «Les parts de marché françaises s'érodent. Nous devons remédier à cette situation», tient à préciser le Premier ministre français, Edouard Philippe. Selon le Chef du Gouvernement français, il va falloir impérativement ouvrir la porte aux PME, aux TPE, aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) ou encore aux start-up... pour mailler de nouveaux territoires. Car, jusque-là, relève Edouard Philippe, «des relations France-Maroc se caractérisent par la présence et la réussite de grands groupes, notamment Renault, PSA, Safran, Alstom, LGV avec la SNCF... Nous devons impérativement passer à une nouvelle étape et favoriser l'émergence de nouveaux acteurs». Les nouveaux challenges devront faire en sorte que l'intensité de la relation entre les deux pays puisse s'ouvrir à ceux qui

ne peuvent pas avoir leur place, insiste Edouard Philippe. Autrement dit, les grands groupes sont appelés à accompagner leurs fournisseurs, et surtout les entreprises de taille petite et intermédiaire. «Nous devons planter intensément les PME avec des partenaires marocains», soutient le 1er ministre français. Cette nouvelle orientation devra passer, selon Philippe, par l'imagination, l'audace et l'innovation. Les nouveaux enjeux sont dans le numérique, la transformation digi-

ale, les start-up. L'autre enjeu est dans l'approche triangulaire France-Maroc-Afrique. Mais attention! Il ne faut pas se marcher sur les pieds. «Je crois beaucoup en la capacité des entreprises françaises à conquérir des marchés en Afrique à partir de la plateforme Maroc, pour mieux faire face à une concurrence féroce et massive», soutient Edouard Philippe.

Tout dépendra de la capacité des deux pays à se rapprocher pour faire émerger leurs convergences. Pour la patronne de la CGEM, la prochaine étape consistera à explorer ensemble les opportunités, notamment dans les énergies renouvelables, l'économie circulaire, les objets connectés, le big data, l'éducation, la santé... «Nous n'avons plus le choix. Il faut être

inclusif à travers un maillage intelligent de TPE/PME autour de grandes entreprises industrielles». Autre défi et non des moindres, sortir des zones communes de confort pour co-investir et développer une complémentarité à l'échelle du continent africain. □

Amin RBOUB



## Venez investir dans l'Hexagone!

«J'ENCOURAGE les investisseurs à opter pour la France. Nous avons besoin d'investissements pour produire plus et renforcer l'attractivité de notre pays». Un message fort adressé par Edouard Philippe, Premier ministre de la République française, envers les chefs d'entreprises marocains. Pour rappel, l'Hexagone est confrontée au problème du chômage, avec plus de 3,5 millions de sans-emploi et des problèmes de financement au profit de la PME. Tout l'enjeu est d'attirer de nouveaux investissements pour créer de l'emploi et de la richesse, tout en intégrant les ruptures technologiques, les ruptures dans les carrières linéaires. D'où la promesse du Gouvernement Macron d'investir dans le capital humain pour transformer le modèle économique dans les 15 à 20 prochaines années. «Il ne faut pas rater le rendez-vous avec le capital humain», insiste Benjamin Griveaux, secrétaire d'Etat auprès du ministre français de l'Economie et des Finances. □

ne peuvent pas avoir leur place, insiste Edouard Philippe. Autrement dit, les grands groupes sont appelés à accompagner leurs fournisseurs, et surtout les entreprises de taille petite et intermédiaire. «Nous devons planter intensément les PME avec des partenaires marocains», soutient le 1er ministre français. Cette nouvelle orientation devra passer, selon Philippe, par l'imagination, l'audace et l'innovation. Les nouveaux enjeux sont dans le numérique, la transformation digi-

## ÉVÉNEMENT

# Pourquoi le groupe CDG et l'AFD

Le renforcement du partenariat entre la CDG et l'AFD (Agence française de Développement) constitue l'un des sujets vedettes de la 13e rencontre de haut niveau entre le Maroc et la France. Dans cette interview croisée, Abdellatif Zaghoun, DG de la CDG et Rémy Rioux, DG de l'AFD<sup>(1)</sup>, détaillent le contenu de la convention de partenariat qui vient d'être signée entre les deux groupes. Ils expliquent également les effets attendus des nouvelles orientations stratégiques.

- **L'Economiste: La CDG et l'AFD renforcent leurs axes de coopération. Quelle est la portée du nouvel accord?**

- **Abdellatif Zaghoun:** Nos deux institutions ont l'habitude de travailler ensemble. L'AFD a déjà apporté son concours financier à certaines filiales du groupe CDG chargées de la mise en œuvre de projets emblématiques tels que la station balnéaire de Taghazout, la ville nouvelle de Zenata et les plateformes industrielles intégrées réalisées par notre filiale MedZ. Sans parler de nos actions en commun en faveur du climat, et celles en direction du continent africain. La convention de partenariat stratégique que nous venons de signer ce 16 novembre a une portée plus globale. Elle définit le cadre général et les axes de coopération sur lesquels nous ambitionnons de travailler. Nous avons ainsi retenu quatre axes qui sont en ligne avec les orientations stratégiques du Royaume en matière de développement économique, social et environnemental. Il s'agit de la transition énergétique et écologique, de la transition territoriale en appui à la dynamique de la régionalisation avancée, de l'inclusion sociale et de l'attractivité des territoires et enfin, de la coopération internationale.

- **Rémy Rioux:** Le Maroc est le premier pays d'intervention de l'AFD. Et nous allons amplifier encore notre action. Cela passe notamment par plus de partenariats, avec un nouvel objectif d'engagement annuel de 400 millions d'euros. Nous renouvelons notre partenariat de longue date avec la CDG autour de priorités stratégiques communes comme la valorisation du capital humain et de la cohésion sociale, la promotion de l'attractivité du territoire et le soutien aux transitions énergétique et écologique. Cet accord se traduira par de nouvelles opérations concrètes. A Zenata par exemple, nous allons faire de l'éducation, à travers l'École nationale supérieure d'Arts et Métiers de Paris; nous allons faire également de l'efficacité énergétique, avec



Abdellatif Zaghoun, DG de la CDG (Ph. CDG)



Rémy Rioux, DG de l'AFD (Ph. CDG)

un appui à la création d'une Société de Services énergétiques dans le domaine des bâtiments publics. Et du sport aussi.

- **La régionalisation avancée est un enjeu stratégique pour le développement du Royaume. Comment voyez-vous l'apport de votre institution dans cette démarche?**

- **AZ:** La CDG vient d'adopter de nouveaux positionnements qui initient une mutation de ses modes d'intervention. Désormais, elle interviendra dans les projets de développement du Royaume soit en tant qu'«Expert» pour le compte de l'Etat et d'acteurs tiers; soit en tant que «Co-financeur» des collectivités territoriales et des PME; soit en tant qu'«Investisseur» stratégique tourné vers le développement du tissu productif dans des secteurs clés. Avec cette évolution, nous ambitionnons de consolider notre modèle économique et accroître significativement nos capacités d'intervention afin de mieux répondre aux enjeux du Royaume, notamment ceux liés à l'évolution de son modèle de croissance, à la régionalisation avancée, à la transition énergétique et au développement durable.

A cet égard, le partenariat stratégique que nous venons de sceller avec l'AFD est en totale cohérence avec nos nouveaux positionnements. Il permet de démultiplier nos moyens pour apporter des réponses appropriées à différentes préoccupations notamment celles des régions qui constituent, comme l'a rappelé SM Le Roi «le moyen le plus efficace de

venir à bout des problèmes locaux et de satisfaire les demandes des populations qui en sont affectées»<sup>(2)</sup>. Avec l'AFD, nous comptons mettre en place, en faveur des régions, des offres spécifiques, au cas par cas, qui englobent, outre la mise à disposition de l'expertise accumulée par le Groupe et de financements, le renforcement des capacités et l'assistance dans le montage et la structuration des projets.

- **RR:** Notre valeur ajoutée est d'agir directement sur le terrain, là où se font les politiques publiques, au plus près des populations. 50% des financements de l'Agence concernent déjà des acteurs autres que les Etats. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie 2017-2021 au Maroc, l'AFD met l'accent sur l'accompagnement de la dynamique de régionalisation avancée. Nous travaillons déjà avec les sociétés de développement local ou d'aménagement et nous allons travailler demain auprès des collectivités et des régions. Nous allons multiplier les collaborations entre les acteurs des territoires, qu'ils soient français, marocains ou africains. Les territoires sont l'échelle d'action pertinente pour réaliser notre mandat: l'Afrique, toute l'Afrique, le lien social, la réduction des inégalités, la jeunesse, l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, et bien sûr le climat.

- **Vous annoncez une volonté de convergence des actions de la CDG et de l'AFD au bénéfice de l'inclusion**

**sociale et financière et de l'attractivité des territoires. Qu'en est-il plus précisément?**

- **RR:** Notre stratégie d'agir aux côtés de nos partenaires pour accélérer la réalisation des Objectifs de Développement durable impose de répondre aux enjeux de cohésion sociale et de renforcement du capital humain, en ciblant particulièrement les jeunes et les femmes. Cette logique d'inclusion sociale sous-tend l'ensemble des actions communes de la CDG et de l'AFD, de l'inclusion financière des TPME aux actions d'aménagement urbain.

- **AZ:** Comme vous le savez, notre filiale FINEA joue un rôle central dans la facilitation de l'accès des TPME au financement bancaire. Il est ainsi envisagé de capitaliser sur cette structure au travers de l'appui technique et financier de l'AFD. Par ailleurs, la CDG et l'AFD comptent renforcer et approfondir leurs actions en faveur de l'inclusion financière et des populations les plus défavorisées du Royaume via le fonds JAIDA. Pour rappel, ce fonds, détenu à hauteur de 32% par la CDG et de 9% par l'AFD, a pour principale mission de lutter contre l'exclusion financière et sociale et de promouvoir le développement des micros et petites entreprises créatrices d'emploi. Par ailleurs, les deux parties envisagent de joindre leurs efforts au niveau de l'accompagnement de la ville nouvelle de Zenata, notamment au niveau de son pôle éducation et santé et de poursuivre leurs actions de coopération existantes en termes d'attrac-

# veulent aller plus loin

tivité des territoires, initiées au travers de MedZ et de la Société d'Aménagement et de Promotion de la station de Taghazout.

**- La dimension africaine est également évoquée dans votre nouveau partenariat. Quelle importance donnez-vous à ce volet international de votre coopération?**

**- AZ:** La coopération Sud-Sud se trouve au cœur de la politique de coopération internationale du Royaume. Et l'Afrique y occupe une place de choix.

**- RR:** Nous partageons avec la CDG une vision neuve du continent. Notre stratégie «Tout Afrique» cesse de séparer Afrique du Nord et Afrique subsaharienne pour considérer le continent comme un tout. Une façon de décloisonner les approches pour accélérer le développement durable. C'est le rôle des banques de développement de comprendre les évolutions économiques et sociales des territoires et leurs populations. Au sein de l'International Development Finance Club (IDFC), dont la

## Le défi de la transition énergétique

LA transition énergétique et écologique du Maroc constitue un axe prioritaire du partenariat CDG/AFD. Le dossier a connu un regain d'intérêt à l'occasion de la COP22; l'AFD a apporté son soutien à la mise en place d'une société de services énergétiques (ESCO), dédiée à l'efficacité énergétique dans les bâtiments et à l'éclairage public, structure que nous sommes en train de créer en partenariat avec l'ONEE et l'AMEE. L'AFD soutient également, aux côtés de la Caisse des Dépôts française, l'initiative prise par la CDG et d'autres caisses de dépôt africaines, visant à créer un réseau d'investisseurs africains pour le climat. «Nous sommes, par ailleurs, tous les deux membres d'un think tank spécialisé dans l'économie et la finance climat (I4CE)» souligne Zaghoun. Le domaine de la transition énergétique et écologique occupe ainsi une place importante dans ce nouveau protocole d'accord. CDG et AFD envisagent de travailler ensemble pour mobiliser des financements en faveur des projets d'atténuation et d'adaptation initiés notamment dans les régions. CDG capital, banque d'investissement du groupe CDG vient d'ailleurs d'être accréditée par le Fonds Vert Climat (Green Climate Fund) alors que l'AFD a déjà été accréditée par le même Fonds.

«L'AFD est pionnière dans l'action climatique. Nous avons intégré cette dimension dans nos opérations depuis plus de dix ans. Aujourd'hui, 50% de nos financements ont un effet positif direct pour le climat. Au Maroc, ces co-bénéfices s'élèvent même à deux tiers» indique Rioux. L'AFD partage avec la CDG des préoccupations communes autour des questions relatives aux énergies renouvelables, à la promotion de transports publics sobres en carbone, à la préservation des ressources en eau, à la formation professionnelle aux métiers de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, ou encore au financement des investissements verts par le secteur bancaire. «Nous voulons aller plus loin et rendre 100% de nos projets compatibles avec l'Accord de Paris – autrement dit, accompagner des trajectoires de développement bas-carbone de long terme» souligne Rioux. □

Par ailleurs, la transition énergétique et écologique offre à l'Afrique de formidables opportunités de développement durable. Seulement, dans les flux de financement internationaux consacrés à la lutte contre les changements climatiques, le continent africain ne capte qu'une part insignifiante d'à peine 5%. La CDG et l'AFD, tous deux membres fondateurs du Réseau d'Investisseurs africains pour le Climat (African Investors for Climate Change/AICC Network), comptent déployer leurs meilleurs efforts pour que ce réseau puisse jouer pleinement son rôle.

En effet, ce Réseau a pour objet de contribuer à la mobilisation de l'épargne domestique africaine partant du principe que les financements internationaux ne seront pas suffisants.

CDG et l'AFD sont des membres fondateurs et dont j'ai pris récemment la présidence, nous voulons surprendre et agir à la bonne échelle. Cette plateforme unique de vingt-trois banques du Nord et du Sud représente, avec 630 milliards de dollars d'engagements annuels, une force considérable à mettre au service du financement international du développement et de la lutte contre le changement climatique. □

Propos recueillis par  
Amin RBOUB



(1) L'Economiste a publié une interview de Rémy Rioux le 2 novembre 2017.

(2) (discours prononcé devant le parlement, le 13 octobre 2017)

## France-Maroc

# Un partenariat d'exception, qui a de la ressource

Par Marie-Ange DEBON & Mohamed KETTANI



Co-président du Club de chefs d'entreprise France-Maroc et Président-Directeur Général de Attijariwafa bank  
(Ph. L'Economiste)

Co-présidente du Club de chefs d'entreprise France-Maroc et Directrice Générale Adjointe du groupe Suez, en charge de l'International (Ph. AFP)

ALORS que s'est tenue, ce 16 novembre, une Rencontre de Haut Niveau entre les Premiers Ministres français et marocain et leurs gouvernements, la 1re depuis l'élection d'Emmanuel Macron, rappelons la profondeur et la richesse des relations unissant la France et le Maroc. Le Club des chefs d'entreprise France-Maroc que nous présidons est attaché à ce partenariat et veillera à pousser ces trois dimensions pour une compétitivité partagée renforcée et inclusive.

Le partenariat d'exception entre nos deux pays tel qu'il s'est nourri tout au long des années passées n'a pas fini de prospérer.

Il a encore de la ressource notamment s'il continue de se construire en prenant en compte trois dimensions:

**1- La dimension africaine**, pour aborder un continent dont la population devrait s'accroître de plus 1 milliard d'ici 2050. Le Roi Mohammed VI a posé pour

son pays le nouvel objectif de devenir le hub africain. Il vient de réintégrer l'Union africaine et devrait entrer dans la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) en décembre prochain. Un Ministère aux Affaires africaines a été créé avec deux cellules de suivi dans les Ministères de l'Intérieur et des

Finances pour la mise en œuvre et le suivi des investissements et des projets développés dans le cadre des 980 conventions de coopération conclues par Rabat. La place de la France sur les marchés africains est aussi solide et diversifiée. Plusieurs projets existent déjà associant entreprises françaises et marocaines pour aborder le marché africain. Il convient de les encourager avec l'appui également des réseaux bancaires des deux pays qui sont solides en Afrique. Les secteurs de l'agroalimentaire et du tourisme dans lesquels nos pays sont forts, les filières électroniques et automobiles qui se sont développées sont notamment des secteurs qui répondent aux besoins de l'Afrique.

Dans cette dimension africaine, l'agro-industrie est de prime importance. En effet, les capacités de recherche, d'innovation, de compétences d'opérateurs français leaders mondiaux de l'agro-industrie, combinées aux acquis

du Plan Maroc Vert qui a contribué à bâtir un modèle de développement agro- industriel inclusif et tourné vers l'export, peuvent déboucher sur des projets innovants, créateurs de valeur et d'emplois.

### D'abord, d'incomparables liens humains

AU cœur de ces relations, se trouvent tout d'abord des liens humains privilégiés. La France est de loin le 1er pays de la diaspora marocaine avec 1,5 million de Marocains vivant en France, loin devant l'Espagne (800.000), et soit plus de 40% de la «13e région»<sup>(1)</sup>. Le Maroc accueille aussi un grand nombre de Français, plus de 50.000. Ce qui le met au 2e rang des pays non européens d'accueil, après les Etats-Unis, pour le nombre de Français expatriés. Prolongement économique et culturel de ces liens humains, le tourisme témoigne aussi de cette proximité, les Français représentant un tiers des plus de 10 millions de touristes que le Maroc reçoit chaque année. Nerf du développement et du dynamisme économique, l'éducation et la formation témoignent aussi de cette proximité: plus de 30.000 jeunes Marocains étudient en France chaque année et de nombreuses écoles ont ouvert des campus au Maroc: l'EM Lyon en a un à Casablanca. L'Ecole Centrale Casablanca a accueilli sa 1re promotion en septembre 2015. La rencontre de haut niveau a eu lieu d'ailleurs pour la 1re fois cette année dans la ville verte en construction de Benguerir, à l'Université Mohammed VI Polytechnique, université dont l'ambition est grande et qui a noué des accords avec Sciences Po ou l'Ecole des Mines. Au-delà des liens humains, des intérêts économiques et commerciaux, la pérennité de la relation franco-marocaine s'est évidemment renforcée par le dialogue dense et régulier permanent entre les chefs d'Etat dans le prolongement duquel s'inscrivait la «visite d'amitié et de travail» du Président Macron au Roi Mohammed VI le 14 juin dernier. □

(1) La «13e région», qui s'ajoute aux 12 régions du territoire marocain, est une idée de la Confédération patronale marocaine, le patronat marocain, pour créer un espace dédié aux Marocains entrepreneurs dans le monde, et qui ont des liens avec ceux du Maroc. Une plateforme spéciale a été créée, les MEM («Marocains Entrepreneurs du Monde»), lancée avec le Ministère des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration.

### ... Et les affaires

LES échanges commerciaux dynamiques: le Maroc est le 1er partenaire commercial de la France en Afrique et 13% de ses importations viennent de France. Les exportations du Royaume vers la France sont en hausse depuis 2012 et le solde commercial a été au cours de ces trois dernières années tantôt favorable à la France, tantôt au Maroc. Trois chiffres encore reflètent cette proximité économique: la France est le 1er investisseur étranger au Maroc avec 34% des investissements directs étrangers réalisés, et ce malgré la montée des investisseurs du Moyen-Orient ou d'Asie, et 35% des transferts de fonds en provenance des Marocains résidant à l'étranger. Plus de 800 entreprises françaises sont implantées au Maroc. □

industriel inclusif et tourné vers l'export, peuvent déboucher sur des projets innovants, créateurs de valeur et d'emplois.

### 2- L'innovation environnementale et énergétique

L'engagement environnemental et les actions conduites contre le réchauffement climatique ou pour s'y adapter sont indéniables dans les deux pays.

L'un après l'autre, à la COP21 en 2015 à Paris puis à la COP22 en 2016 à Marrakech, ils ont démontré leur engagement en faveur du climat.

Le développement de projets, notamment en mode de partenariat public-privé, dans les domaines de l'énergie solaire et éolienne, du biogaz, de la biomasse, du dessalement solaire... donne corps à l'ambition partagée des deux pays pour une ville durable qui concilie développement économique et social et protection de l'environnement et des ressources.

### 3- La dimension numérique

Le dialogue économique met à l'honneur plusieurs startups. Ces jeunes pousses sont nombreuses des deux côtés de la Méditerranée, nées dans des incubateurs, dans des Technoparks, des universités ou parfois des garages... Plateformes collaboratives, paiement en ligne, offshoring à valeur ajoutée, les domaines sont nombreux où le numérique peut accélérer le développement et dynamiser une économie mature. La France et le Maroc sont des terres où naissent aujourd'hui beaucoup de projets que doivent soutenir l'écosystème et les acteurs politiques afin de développer de nouveaux services en France, au Maroc et en Afrique. □